



HAL
open science

Master Droit européen

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Droit européen. 2011, Université de Rennes 1. hceres-02041591

HAL Id: hceres-02041591

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02041591>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Evaluation des diplômes Masters – Vague B

ACADÉMIE : RENNES

Etablissement : Université Rennes 1

Demande n° S3MA120000122

Domaine : Droit, économie, gestion

Mention : Droit européen

Présentation de la mention

La mention « Droit européen » a pour objectif de préparer les futurs diplômés à l'exercice des professions juridiques dans un contexte européen et international, tant dans le secteur privé (entreprises, cabinets) que dans le secteur public (fonction publique - locale, nationale, européenne et internationale - et université).

Au niveau de la première année de master, trois parcours coexistent : un parcours « standard », un parcours « Droit économique et gestion des politiques européennes » et enfin un parcours « Franco-allemand ». Chacun de ces parcours ouvre sur une spécialité en M2 : « Droit de l'Union européenne et droit de l'OMC » (options recherche et professionnelle), « Droit économique et gestion des politiques européennes » (option recherche) et « Juriste franco-allemand » (option professionnelle dont l'ouverture est prévue en septembre 2011).

La place de cette formation est ainsi clairement identifiée et n'a pas d'équivalent dans le Grand Ouest.

Indicateurs

Effectifs constatés	82
Effectifs attendus	165
Taux de réussite	81
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	60
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

Bilan de l'évaluation

- Appréciation globale :

Le master, fruit d'une longue expérience, bénéficie d'un ancrage régional remarquable (notamment avec l'ENS-Cachan d'une part, et le Centre d'excellence Jean Monnet d'autre part) et d'une réputation qui a largement dépassé le cadre national. Son équipe pédagogique est de haut niveau, sa politique de stage est active et adaptée à chaque spécialité, enfin son ouverture européenne et internationale est très satisfaisante.

On peut cependant s'interroger sur la cohérence interne de cette mention qui fait coexister deux spécialités (« Droit de l'Union européenne et droit de l'OMC » et « Droit économique et gestion des politiques européennes ») quasi-identiques et dirigées par un seul enseignant, alors même que les effectifs de cette seconde spécialité sont assez faibles. Une clarification paraît s'imposer sous peine de remettre en cause l'impression favorable qui ressort par ailleurs de l'analyse de cette mention.



- Points forts :
 - Un excellent adossement à la recherche.
 - Une ouverture européenne et internationale très développée.
- Points faibles :
 - Une redondance entre les mentions « Droit de l'Union européenne et droit de l'OMC » et « Droit économique et gestion des politiques européennes » sans justification.
 - Un effectif très faible en « Droit économique et gestion des politiques européennes ».

Notation

- Note de la mention (A+, A, B ou C) : B

Recommandation pour l'établissement

Il conviendrait d'améliorer la cohérence de la mention en réglant le doublon existant entre deux des trois spécialités.

Appréciation par spécialité

Droit de l'Union européenne et droit de l'OMC

- Indicateurs :

Effectifs constatés	20
Effectifs attendus	25
Taux de réussite	80
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

La spécialité « Droit de l'Union européenne et droit de l'OMC », à finalité à la fois recherche et professionnelle, a vocation à former des étudiants maîtrisant le droit européen, en mettant l'accent sur ses dimensions internationales.

Associant des universitaires et des professionnels de haut niveau, elle comporte une offre d'enseignements riche et bien organisée, le tout dans un environnement académique et professionnel particulièrement favorable ; elle bénéficie enfin d'importantes coopérations avec des organismes européens (notamment à travers les réseaux internationaux des Centres d'Excellence Jean Monnet et des Chaires UNESCO).

Grâce à une équipe pédagogique de très haut niveau et une organisation solide et pérenne, cette formation, particulièrement réputée, réussit à maintenir un niveau d'excellence à la fois dans sa dimension recherche et sa dimension professionnelle.

- Points forts :

- Un excellent adossement à la recherche.
- Une solide formation.
- Une bonne insertion professionnelle et un suivi des étudiants satisfaisant.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A +

Recommandation pour l'établissement

La durée du stage pourrait être encore augmentée.



Droit économique et gestion des politiques européennes

- Indicateurs :

Effectifs constatés	4
Effectifs attendus	10
Taux de réussite	100
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

Cette spécialité, à vocation recherche, propose une formation théorique en droit européen de haut niveau tout en valorisant le profil pluridisciplinaire des futurs diplômés, pour la plupart issus de l'ENS-Cachan.

Dans la mesure où sa maquette est très largement dupliquée de celle de la spécialité « Droit de l'Union européenne et droit de l'OMC », sa valeur ajoutée apparaît faible si ce n'est en tant qu'excellente préparation à l'agrégation d'Economie-gestion ; si l'on ajoute à cela la faiblesse des effectifs, il est permis de s'interroger sur sa pertinence.

- Points forts :

- De très bons résultats des étudiants à l'agrégation économie-gestion.
- Une importante mutualisation des cours avec la spécialité « Droit de l'Union européenne et droit de l'OMC ».

- Points faibles :

- L'absence d'autonomie par rapport à la spécialité « Droit de l'Union européenne et droit de l'OMC ».
- La faiblesse des effectifs.

Notation)

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : B

Recommandations pour l'établissement)

Il conviendrait de fondre cette spécialité dans celle « Droit de l'Union européenne et droit de l'OMC » ou la modifier pour en faire une formation pluridisciplinaire véritablement autonome.

Juriste franco-allemand

- Indicateurs :

Effectifs constatés	NR
Effectifs attendus	30
Taux de réussite	NR
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

Cette spécialité, en création, doit former des diplômés ayant une triple compétence, en droit français, en droit allemand et en droit européen ; son cursus se déroulera entre Rennes 1 et Erlangen (pendant toute l'année de M2 pour les étudiants français). Elle s'inscrit dans une réelle perspective européenne de l'enseignement supérieur.

Une telle formation, à orientation professionnelle, répond à des besoins réels d'entreprises et de cabinets d'avocats, au point qu'elle existe déjà dans d'autres universités. Sa maquette apparaît cohérente (avec notamment un mémoire en M1 et un stage en M2), même s'il peut apparaître surprenant de ne pas trouver, pour l'heure, de professionnels dans l'équipe en charge de la deuxième année.

- Points forts :

- Un diplôme bi-national.
- Une maîtrise réelle d'une langue étrangère.
- Un bon encadrement et suivi des étudiants.

- Points faibles :

- La durée insuffisante du stage.
- L'absence de professionnels.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

Il est sans doute souhaitable d'allonger la durée du stage et de veiller à faire une place aux professionnels. Par ailleurs, les flux d'étudiants devront être surveillés.